

Première partie

Les défis démographiques, sociaux et économiques

La crise des retraites dans la crise du système capitaliste

Depuis le tournant 2008-2009, c'est l'accélération des événements, le refus de tirer les leçons. Les dirigeants ont dit : « *plus rien ne doit être comme avant* ». En réalité, parce qu'on continue à faire comme avant, c'est pire qu'avant!

D'où la montée en Europe des efforts du capital financier, avec le déchaînement de la spéculation, pour casser le modèle social, avec un nouvel horizon exigé par les marchés : le report de l'âge de la retraite à 67 ans, à partir des maillons les plus faibles.

Ce qui est en cause, c'est la logique de l'argent pour l'argent contre la vie et le développement des êtres humains et la protection de leurs niches écologique « la terre ».

En effet, avec la nouvelle révolution technologique, on pourrait réduire énormément le temps de travail salarié pour chacun. Avec les gains de productivité permis par les hautes technologies, les entreprises ont moins besoin de dépenses en salaires et en équipements, d'où les énormes surplus disponibles qui pourraient favoriser un plein essor des activités non professionnelles épanouissantes, une explosion du temps passé en formation, une expansion des services publics. Mais, le capital utilise tout autrement ces hautes technologies pour maximiser la valeur ajoutée distribuée aux profits et aux actionnaires, pour supprimer des emplois et accentuer l'exploitation. D'où la croissance du chômage, la pression à la baisse sur les coûts salariaux.

D'où la dépression de la demande alors que, dans le même temps au niveau du monde entier, on développe des capacités de plus en plus productives.

Exemple du secteur automobile :

- ▲ VA/ salarié : 6 à 8 % par an
- ▲ marché : + 1,8 à 2 % seulement.

Face à cette insuffisance de la demande liée à la faiblesse des salaires et de l'emploi, on a recouru massivement au crédit et à l'endettement, qui ont entretenu

dans l'immédiat une croissance du débouché solvable, sans rien toucher aux facteurs profonds de dépression. C'est ainsi que s'est développée la crise des subprimes aux États-Unis avec l'achat à crédit de logement de plus en plus cher pour des populations sans moyens conduisant à l'éclatement de la crise financière en 2008-2009.

Les aides publiques colossales (360 milliards d'euros rendus disponibles en France) et l'accès à très bas taux d'intérêt de la BCE, alors, accordés aux banques, sans changement des critères du crédit, ont servi en Europe particulièrement, à relancer la spéculation pour accroître les profits boursiers et faire repartir la spéculation et non l'emploi et la croissance réelle.

D'où l'ampleur inédite du surendettement public des États de la zone euro, au-delà de la Grèce, et, donc, de la crise de l'euro lui-même. L'attaque contre les retraites est inscrite en contrepartie du dispositif de 750 milliards d'euros décidé par l'Union européenne pour assurer le remboursement des créanciers : il s'agit de diminuer la part, dans les richesses produites, des prélèvements publics et sociaux (impôts + cotisations) nécessaires au financement des dépenses sociales (retraites, santé...) afin de laisser s'envoler la part des prélèvements financiers (intérêts + dividendes). Cela pèsera sur l'activité et relancera la spéculation. Au contraire, une autre création monétaire de la BCE et un Fonds européen de développement social peuvent favoriser le progrès social dans l'UE, dont de bonnes retraites. ■